

# Editorial

Autor(en): **Rusconi, Giuseppe**

Objektyp: **Preface**

Zeitschrift: **Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger**

Band (Jahr): **22 (1995)**

Heft 2

PDF erstellt am: **21.07.2024**

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



## SOMMAIRE

### Forum

La crise des finances fédérales 4

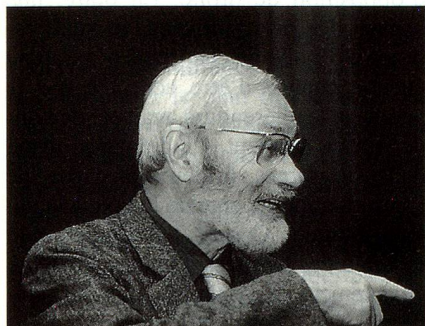
### Pages officielles

Comment voter 9

### Politique

Les partis politiques: UDC et PLS 11

### Culture



Le décès de Max Bill 13

### Page de couverture

Etant donné l'endettement excessif de la Confédération, des cantons et des communes, tout le monde parle de faire des économies. Cependant, la question de savoir où est controversée. (Photo: Michael Stahl)

## I M P R E S S U M

La Revue Suisse, qui est destinée aux Suisses de l'étranger, paraît pour la 22<sup>e</sup> année en allemand, français, italien, anglais et espagnol, en plus de 20 éditions régionales, avec un tirage total de plus de 310 000 exemplaires. Les nouvelles régionales paraissent quatre fois par an.

Rédaction: René Lenzin (RL), Secrétariat des Suisses de l'étranger (responsable); Alice Baumann (AB), Bureau de presse Alice Baumann Conception; Pierre-André Tschanz (PAT), Radio Suisse Internationale; Giuseppe Rusconi (RUS), Rédacteur du Palais fédéral. Rédacteur des Communications officielles: Paul Andermatt (ANP), Service des Suisses de l'étranger, DFAE, CH-3003 Berne. Traduction: Michel Niquille.

Editeur/Siège de la rédaction/Publicité: Secrétariat des Suisses de l'étranger, Alpenstrasse 26, CH-3000 Berne 16, tél. +41 31 351 61 10, fax +41 31 351 61 50, CCP 30-6768-9. Impression: Buri Druck AG, CH-3001 Berne.

«**«** Du côté des forces politiques, comme du côté des autorités, un cri s'élève, insistant: «Nous n'avons plus d'argent, les caisses sont vides: économisons, limitons les dépenses, renonçons à de nombreuses subventions publiques!». Où est-ce que cela s'est passé (se passe, se passera encore)? Sûrement dans un pays qui souffre de graves difficultés financières... Probablement dans quelque coin du tiers-monde. Et bien non. Cela s'est passé (se passe, se passera) en Suisse. Comment est-ce possible?, objecteront certains... la Suisse n'est-elle pas le coffre-fort du monde? Ne compte-t-elle pas parmi les plus élevés? La race des gnomes de la Bahnhofstrasse à Zurich se serait-elle éteinte? Ou les Suisses, de fourmis seraient-ils devenus cigales?»

La réalité est plus simple. La Suisse, si on la compare avec la majeure partie des autres Etats, reste très riche. Mais à l'instar de ce qui se produit dans tous les pays occidentaux, elle doit faire face à des problèmes nouveaux et plus complexes qu'auparavant: par exemple ceux qui découlent de la récession économique et du vieillissement progressif de la population.

Ce qui signifie, en raccourci, que les caisses de l'Etat (des cantons, des communes) voient leurs recettes diminuer en même temps que leurs dépenses augmentent. Car aujourd'hui, les chômeurs sont plus de cent cinquante mille (ils doivent quand même vivre... non?) et les salariés sont en diminution (conséquences: moins d'entrées pour l'AVS); en outre, les retraités sont toujours plus nombreux, et ils reçoivent les prestations sociales qu'ils ont méritées après tant d'années de travail. Ajoutons à tout cela que, ces dernières années, l'Etat s'est adjugé de nouvelles tâches, par exemple dans le domaine de la protection de l'environnement, ou de la formation, ou encore de nature sociale. Il est compréhensible, dès lors, que les finances publiques en souffrent. De là, ces appels incessants, voire vaguement menaçants, à l'épargne.

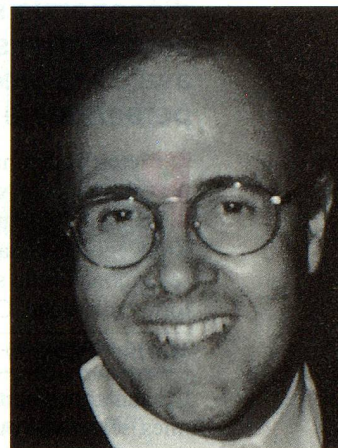
Toutefois, comme l'ont amplement démontré les dernières sessions parlementaires, il n'est pas prouvé que l'intensité du cri corresponde à une égale volonté d'économiser. Surtout pendant une année

comme celle-ci, qui culminera en octobre avec les élections fédérales. D'ailleurs, voyez: la session de janvier a été convoquée avant tout dans le but d'assainir les finances fédérales. Le résultat? Le Conseil national a rejeté une bonne partie des propositions d'assainissement; les Etats ont même repoussé les discussions concernant cet objet au mois de mars. Où l'on voit que le parfum des élections a les mêmes effets sur la classe politique, dans le monde entier: même dans «le cas à part» (qui matériellement n'en est pas un) de la Suisse.

Il est vrai qu'augmenter taxes et impôts de récession, constitue un exercice difficile, spécialement lorsque le citoyen se sent déjà subjectivement harcelé (et connaît les profits réalisés par les banques). Il est tout aussi illusoire de vouloir réduire les subventions, en particulier si cette volonté a une incidence sur le secteur des prestations sociales.

En revanche, ceux qui crient prétendent qu'ils pourront couper de manière radicale, là où il n'y a pas nécessité absolue de donner: malheureusement, lorsqu'il s'agit des caisses de l'Etat, il arrive souvent que le concept de «nécessité absolue» soit interprété de manière très large, étant donné qu'il se trouve toujours un groupe d'intérêt pour le revendiquer (sans justification objective) avec force. Et là, normalement, les politiciens baissent les yeux et tempèrent leurs velléités d'économies: les votes, comme l'argent, n'ont pas d'odeur.

Cette histoire est aussi vieille que le monde, s'en scandaliser ne mène à rien de concret. Maudire l'argent ne sert à rien non plus: parce que l'argent en soi n'est pas un mal. Par contre, la manière de s'en servir peut en devenir un, comme l'écrivait le philosophe latin Lucius Annaeus Sénèque: «divitiae enim apud sapientem virum in servitute sunt, apud stultum in imperio» – les richesses sont au service du sage, mais gouvernent le sot.



Giuseppe Rusconi

Giuseppe Rusconi